



Les organisateurs de Network Security disent merci à Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON pour son parrainage

Les éditions

Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du vendredi 30 juin 2017

d' Afrique

7 Jrs/7

N°436

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 15.

Plan d'occupation des sols de bobo-dioulasso bientôt approuvé par le conseil municipal

Page 12



Mise à jour du code de la santé Pour répondre à un souci de visibilité de l'ensemble du dispositif sanitaire

Page 4



25ème Assemblée Générale des Sociétés d'Etat : Les comptes de 21 entreprises publiques examinés

Page 2



Compte rendu du Conseil des ministres du mercredi 28 juin 2017

25ème Assemblée Générale des Sociétés d'Etat : Les comptes de 21 entreprises publiques examinés

Région du Centre



Les résultats sont jugés globalement satisfaisants par rapport à 2015, dicit Rosine Coulibaly, présidente de la cérémonie.

La 25e Assemblée générale des sociétés d'Etat se tient du 29 au 30 juin 2017 à Ouagadougou. 21 entreprises publiques présentent leur rapport de gestion et leurs états financiers 2016 à l'examen et à l'approbation de l'instance. Mais les résultats sont jugés globalement satisfaisants. Fait marquant de cette année, la SONABEL est au vert avec un excédent de plus de 5 milliards de francs CFA.

L'obligation de rendre compte est un principe fondamental et

l'une des principales exigences de la gestion publique et de la bonne gouvernance. Répondant à cette obligation, les premiers responsables des sociétés d'Etat sont en Assemblée générale ce jeudi 29 juin 2017 à Ouagadougou pour examiner leurs états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2016. Durant deux (02) jours, 21 entreprises de l'Etat interpellées, vont rendre compte de leur gestion et états financiers au titre de l'exercice 2016. A cette 25ème session de l'AG/SE, la plus forte contribution est l'œuvre de

la Société nationale burkinabè d'électricité (SONABEL) qui est passée d'un déficit de 17,695 milliards de francs CFA en 2015 à un bénéfice de 5,147 milliards de francs CFA en 2016. Huit entreprises sont déficitaires mais les résultats sont jugés globalement satisfaisants en dépit de la morosité de l'économie mondiale en 2016, et marqué au plan national par différentes péripéties dont les multiples attaques terroristes. Selon la représentante du Premier ministre, Madame Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori, ministre

La suite à la page 3

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2



Vue des responsables des sociétés d'Etat à cette 25ème AG.



Hadizatou Rosine Coulibaly Sori, ministre de l'économie, des finances et du développement représentant le Premier ministre.

de l'économie, des finances et du développement, les sociétés d'Etat en général ont su tirer leur épingle du jeu. « Je note avec satisfaction que nos entreprises ont réalisé un résultat net positif cumulé de 109,06 milliards de francs CFA en 2016 contre 82,452

milliards de francs CFA en 2015 soit une hausse de 32,27% entre 2015 et 2016 en valeur relative et 26,608 milliards de francs CFA en valeur absolues du surtout à l'amélioration du résultat net de la SONABEL qui est passé d'un déficit de 17,695 milliards de francs CFA en 2015 à un bénéfice de 5,147 milliards de francs CFA en 2016 »

La contribution des entreprises publiques au budget national est de 215 milliards de francs CFA en 2016 contre 196 en 2015. Cependant force est de reconnaître que cinq (05) entreprises ont connu une baisse de leur volume d'activité et parmi les huit entreprises déficitaires, figure la société de gestion de l'équipement et de la maintenance biomédicale (SOGEMAB). Pour le Directeur général de cette société, le Col Daouda Traoré, ce déficit est lié au fait que les missions qui leur sont révolues ne sont pas respectées et que des contrats ne

leur sont pas confiés notamment pour les achats d'équipement.

Quant à Stéphane Sanous, le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat « nous pensons que de façon générale, cela est dû au fait que ce sont des structures qui sont des maîtrises d'ouvrages publiques déléguées...nous allons donc prendre des résolutions face à ça pour leur permettre d'être bénéficiaire comme les autres »

Cette 25^{ème} session doit non seulement examiner les rapports mais aussi les états financiers pour permettre d'améliorer la gouvernance et de trouver la solution aux difficultés afin de permettre aux huit (08) entreprises de quitter la zone rouge.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

SANTÉ

Mise à jour du code de la santé Pour répondre à un souci de visibilité de l'ensemble du dispositif sanitaire

Région du Centre



Pour le SG du ministère de la santé, Robert Lucien Jean Claude Kargougou (au milieu) il est extrêmement important d'avoir un cadre normatif qui soit le lit des actions à long terme.

Le secrétaire général (SG) du ministère de la santé Robert Lucien Jean Claude Kargougou a ouvert les travaux de l'atelier national de validation de l'étude portant relecture et actualisation du code de la santé publique du Burkina Faso le mardi 21 juin 2017 à Ouagadougou.

Dans le cadre de la mise à jour du code de la santé (loi n° 23/94/ADP), le ministère de la santé a organisé un atelier de validation national de l'étude portant nouvelle relecture et actualisation du code de la santé publique au Burkina Faso le mardi 20 juin 2017 à Ouagadougou. Cette relecture



Pour le chef d'étude, Salifou Dembelé, il serait opportun de proposer un code qui soit un recueil exhaustif de tous les textes juridiques qui régissent le domaine sanitaire.

La suite à la page 5

SANTÉ

La suite de la page 4



Après lecture du rapport général, les participants valideront le nouveau code.

a pour objectif de mettre en place des actions durables dans le secteur sanitaire a indiqué le secrétaire général (SG) du ministère de la santé Robert Lucien Jean Claude Kargougou . La loi du ministère de la santé portant code de santé publique est obsolète s'est-il confié. Pour lui, il était indiqué de réviser cette loi pour renforcer le cadre normatif. Le chef de mission de l'étude, Salifou Dembélé a précisé que le code en vigueur date de 1994. Un certain nombre de domaines n'ont pas été pris en compte dans l'ancien code d'où la nécessité de le rénover a ajouté Salifou Dembélé. L'objectif de l'étude était de mettre à la disposition du ministère de la santé un code qui puisse prendre en compte de la plupart des secteurs importants absents dans le code actuel dudit ministère a-t-il notifié. Les questions d'assistance mutuelle

de procréation et les aspects de financement, de coopération de la santé privée, l'aspect de la pharmacie ont été pris en compte ans le nouveau code de la santé. Le nouveau code tient compte des besoins de l'assemblée du ministère de la santé. Il a assuré que cette situation permettra au produit santé de profiter à l'ensemble de la population.

Selon M. Kargougou, cette relecture est une action très importante pour le ministère de la santé a déclaré. Un cadre qui permet pour lui, de mener les différentes actions conformément à la loi. Robert Jean Claude Kargougou a confirmé à ce sujet que de nouveaux emplois méritaient d'être créés au sein du ministère de la santé. La forte demande nécessite l'élargissement du paquet de prestation à l'endroit des populations a-t-il expliqué. Le

futur code permettra au produit santé de profiter à l'ensemble de la population, a assuré le chef d'étude. Les aspects de financement, de coopération de la santé privée, l'aspect de la pharmacie ont été pris en compte a déclaré Salifou Dembélé.

Après l'atelier le document concernant le nouveau code de la santé sera présenté aux autorités compétentes pour son adoption. La révision du cadre légal et réglementaire de la santé, figure comme une des actions importantes qui a été inscrite dans le nouveau plan du développement sanitaire (PNDS) 2011-2020 et dans son plan opérationnel 2011-2016.

Hien Dorothée pour SC Info

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Carnets audiences du Ministre

Région du Centre



L'équipe de la DGAC a expliqué au Ministre les activités qu'elle aura à mener au cours de son séjour au pays des hommes intègres.

Le ministre des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière, monsieur Souleymane Soulama, a reçu ce matin du 27 juin 2017, une équipe de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) de France.

Conduite par le Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (DG-ANAC) du Burkina Faso monsieur Abel Sawadogo,

l'équipe est présente au Burkina Faso dans le cadre des relations de partenariat qui existent entre notre pays et la République française dans le domaine de l'aviation civile. L'équipe de la DGAC a expliqué au Ministre les activités qu'elle aura à mener au cours de son séjour au pays des hommes intègres. Il s'agit de la sensibilisation aux contrôles d'inspection filtrage des appareils électroniques transportés en cabine, de la visite de l'aéroports

de Ouagadougou, de la visite de l'aéroport, de la coopération et l'accompagnement de la DGAC sur le projet de concession de mise en œuvre des mesures de sûreté à des sociétés privées, et des échanges sur le suivi des dernières missions vols entrants et MAMPADS réalisées fin 2016.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Les organisateurs de Network Security disent merci à Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON pour son parrainage

Région du Centre



Messieurs Gilles HAGEGE et Cosette TRAORE, sales manager respectivement d'Allot Communication et de Pixels-BF, ont été reçus en audience par le Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON, le mardi 27 juin 2017.

Messieurs Gilles HAGEGE et Cosette TRAORE, sales manager respectivement d'Allot Communication et de Pixels-BF, ont été reçus en audience par le Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, Madame Hadja Fatimata OUATTARA/SANON, le mardi 27 juin 2017.



A leur sortie d'audience, Monsieur Cosette TRAORE, s'exprimant au nom du groupe, a indiqué être venus « dire merci à Madame le Ministre pour le parrainage de la première édition de Network Security, la sécurité au niveau des réseaux informatiques ».

A leur sortie d'audience, Monsieur Cosette TRAORE, s'exprimant au nom du groupe, a indiqué être venus « dire merci à Madame le Ministre pour le parrainage de la première édition de Network Security, la sécurité au niveau des réseaux informatiques ». Il dit avoir saisi l'occasion de cette visite pour présenter au Ministre « la société Allot qui est une société spécialisée dans

la sécurité des réseaux et la gestion des bandes passantes ». Organisé par Pixels-BF, Network Security qui est à sa première édition, a pour objectif de permettre aux décideurs et aux professionnels du domaine, de s'approprier les enjeux et les opportunités de la sécurité des réseaux.

**DCPM/MINISTRE
DEVELOPPEMENT
L'ECONOMIE
ET DES
DU
DE
NUMERIQUE
POSTES**

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Compte rendu du Conseil des ministres du mercredi 28 juin 2017

Région du Centre



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 28 juin 2017, en séance ordinaire, de 09 H 00 mn à 12 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres. Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu une communication orale, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté deux (02) rapports. Le premier est relatif à un décret portant transfert de la gestion du péage au Fonds spécial routier du Burkina (FSR-B). L'adoption de ce décret vise à améliorer le dispositif institutionnel de gestion du péage. Il prévoit la mise en place d'une commission interministérielle chargée de définir les conditions de reversement du personnel actuel du péage. Le second est relatif à une ordonnance portant autorisation de ratification de l'accord de prêt conclu le 21 avril 2017 à Washington (Etats-Unis d'Amérique) entre le Burkina Faso et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA). Cet accord de prêt d'un montant de 10,45 milliards de FCFA est destiné au financement partiel du Projet de construction et de bitumage de la route Ouahigouya-Djibo.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Le Conseil a adopté un rapport relatif à deux (02) décrets portant respectivement création d'emploi et nomination d'un enseignant à l'Université de Koudougou. L'adoption de ce rapport permet la création d'un emploi et la nomination d'un maître de conférences agrégé en

Sciences économiques à l'Unité de formation et de recherche en Sciences économiques et de gestion (UFR/SEG).

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la demande de propositions n°2017-003P/MEA/SG/DMP du 02/02/2017 relatives aux études techniques des barrages hydroélectriques et hydroagricoles de Bassieri, de Ouessa et de Banwaly pour le compte de la direction générale des infrastructures hydrauliques. Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution des marchés aux entreprises suivantes : Lot 1 : IFEC/Emergence Ingénierie/ISL, pour études techniques de faisabilité et d'exécution du barrage hydroélectrique et hydroagricole de Bassieri dans la province de la Gnagna, pour un montant de deux milliards sept cent trente-huit millions six cent soixante-neuf mille six cent onze (2 738 669 611) FCFA TTC, pour un délai d'exécution de seize (16) mois. Lot 2 : Groupement STUDI International/EIPL/AC3E, pour études techniques de faisabilité et d'exécution du barrage hydroélectrique et hydroagricole de Ouessa dans la province du Ioba, pour un montant de trois milliards six cent quatre-vingt-trois millions huit cent quarante-cinq mille (3 683 845 000) FCFA TTC, pour un délai

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8

d'exécution de dix-huit (18) mois. Lot 3 : Groupement BERA/CID, pour l'actualisation des études techniques détaillées de construction du barrage hydroélectrique et hydroagricole de Banwaly dans la province du Houet, pour un montant d'un milliard deux cent soixante-douze millions cinq cent vingt-sept mille cent trente-cinq (1 272 527 135) FCFA TTC, pour un délai d'exécution de dix (10) mois. Le montant total des attributions s'élève à sept milliards six cent quatre-vingt-quinze millions quarante un mille sept cent quarante-six (7 695 041 746) FCFA TTC. Le financement sera assuré par le budget de l'Etat, gestion 2017 et 2018.

I.4. AU TITRE DU MINISTERE DES MINES ET DES CARRIERES

Le Conseil a adopté un rapport relatif à une autorisation de suspension des activités de gestion des titres miniers et autorisation pour une durée de deux (02) mois en vue d'achever le projet de modernisation du cadastre minier. Le Conseil a marqué son accord pour ladite suspension. Un arrêté ministériel précisera les modalités de mise en œuvre de la mesure.

I.5. AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITE URBAINE ET DE LA SECURITE ROUTIERE

Le Conseil a adopté un décret portant institution et paiement d'une allocation forfaitaire au bénéfice des agents chargés de la mise en œuvre des mesures de sureté sur les aéroports

internationaux du Burkina Faso. L'adoption de ce décret permet au Burkina Faso de se conformer aux dispositions relatives aux aéroports ouverts 24H/24, de supprimer le paiement des heures extra-légales sur les aéroports de notre pays et de disposer d'un mécanisme d'encouragement des agents chargés de la mise en œuvre des mesures de sureté.

I.6. AU TITRE DU MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la 15ème édition du Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO) prévue pour se tenir du 26 octobre au 04 novembre 2018. Le Conseil a marqué son accord pour le thème : « Artisanat africain, exigences du marché et développement technologique ».

I.7. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLES

Le Conseil a adopté un décret portant création, attributions, organisation, composition et fonctionnement de la Commission nationale de la certification. La certification qualifiante vise à apporter des réponses concrètes à la problématique de l'insertion professionnelle des jeunes en les dotant de qualifications reconnues dans les métiers porteurs et pourvoyeurs d'emplois. L'adoption de ce décret permet de fournir un instrument juridique adapté à la mise en œuvre efficiente de la certification professionnelle qualifiante au Burkina Faso.

I.8. AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE, DES

ARTS ET DU TOURISME

Le Conseil a examiné un projet de loi portant orientation du secteur du livre et de la lecture publique au Burkina Faso. Ce projet de loi vise à assurer un développement de l'économie du livre à travers une structuration et une organisation des acteurs, afin de faciliter le développement de l'ensemble de la chaîne des valeurs du livre et de renforcer la lecture publique. Le Conseil a marqué son accord pour la transmission dudit projet de loi à l'Assemblée nationale. Il a adopté le 2ème rapport périodique quadriennal du Burkina Faso sur la mise en œuvre de la convention 2005 de l'UNESCO. La convention 2005 de l'UNESCO est un instrument juridique international contraignant, ratifié par le Burkina Faso le 15 septembre 2006. L'adoption de ce rapport vise l'atteinte de meilleurs résultats aux plans de la gouvernance culturelle, des échanges de biens et services, de l'inclusion de la culture dans les politiques de développement durables et de la promotion des libertés et des droits humains.

II. COMMUNICATION ORALE

II.1. Le ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat a fait au Conseil une communication relative à la tenue de la 25ème session de l'Assemblée générale des sociétés d'Etat. La 25ème session de l'Assemblée générale des sociétés d'Etat se tiendra les 29 et 30 juin 2017 à Ouagadougou. Au cours de cette session, les Sociétés d'Etat présenteront leurs rapports de gestion et les états financiers sur

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9

l'exercice clos au 31 décembre 2016.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

A. AU TITRE DE LA PRESIDENCE DU FASO

- Monsieur Moussa KABORE, Mle 111 266 R, Statisticien, Conseiller spécial du Président du Faso, Chargé de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, est nommé cumulativement Responsable du Programme pilotage de l'action présidentielle ;
 - Monsieur Pato Daniel KABORE, Mle 29 302 C, Chargé de recherches, Directeur exécutif du Centre d'analyses des politiques économiques et sociales, est nommé cumulativement Responsable du Programme Renforcement de la capacité d'analyse et de la transparence de l'action publique ;
 - Monsieur Didier Romuald BAKOUAN, Mle 19 619 J, Médecin, Secrétaire permanent du Conseil national de lutte contre le Sida et les IST (CNLS-IST), est nommé cumulativement Responsable du Programme de lutte contre le VIH, le Sida et les IST.

B. AU TITRE DU MINISTERE DE LA SECURITE

- Monsieur Wennélebsida Jean Alexandre DARGA, Mle 57 711 K, Commissaire divisionnaire de Police, 1er grade, 2ème échelon, est nommé Directeur général adjoint de la Police nationale ;
 - Madame Néné Amy OUEDRAOGO, Mle 111 483 W, Commissaire principal de Police, catégorie I, 2ème échelon, est nommée Directrice de la Police judiciaire ;
 - Monsieur Dofinihanmi Ernest BAZIN, Mle 19 471 R, Commissaire principal de Police, 3ème grade, 2ème échelon, est nommé

Directeur régional de la Police nationale de la Boucle du Mouhoun ;
 - Monsieur Yacouba DRABO, Mle 17 838 Z, Commissaire divisionnaire de Police, est nommé Directeur régional de la Police nationale des Hauts-Bassins ;
 - Monsieur Abel Marcel Macaire OUEDRAOGO, Mle 19 571 Z, Commissaire principal de Police, 1er grade, 3ème échelon, est nommé Directeur régional de la Police nationale du Plateau-Central.

C. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

- Monsieur Mahamadou DIARRA, Mle 110 958 K, Assistant en économie, catégorie P2, grade initial, 1er échelon, est nommé Maître de conférences agrégé en Sciences économiques à l'Unité de formation et de recherche en Sciences économiques et de gestion (UFR/SEG) à l'Université de Koudougou, pour compter du 21 novembre 2015.

D. AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITE URBAINE ET DE LA SECURITE ROUTIERE

- Monsieur Jérémie KABORE, Mle 25 118 H, Conseiller des affaires économiques, 1ère classe, 17ème échelon, est nommé Chargé de missions ;
 - Monsieur Mamadou SAGNON, Mle 21 275 N, Conseiller d'intendance scolaire et universitaire, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Inspecteur technique des services ;
 - Monsieur Kouka Ernest OUEDRAOGO, Mle 22 653 C, Ingénieur de la météorologie, 1ère classe, 11ème échelon, est nommé Directeur général de l'Agence nationale de la météorologie ;
 - Monsieur Baowendmanégré

ZOUNGRANA, Mle 248 615 L, Ingénieur en transport, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur régional des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière du Centre-Est.
 E. AU TITRE DU MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT
 - Monsieur Issaka ZOUNGRANA, Mle 111 325 V, Conseiller des affaires économiques, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur général de l'Agence burkinabè de normalisation, de la métrologie et de la qualité (ABNORM) ;
 - Monsieur Joseph ZERBO, Mle 111 323 X, Conseiller des affaires économiques, Directeur général du développement industriel, est nommé cumulativement Responsable du Programme industrie ;
 - Madame Hièdiala Sylvie MEDA/SONTIE, Mle 96 511 A, Juriste, Directrice générale de l'artisanat, est nommée cumulativement Responsable du Programme artisanat ;
 - Monsieur Madani Hamadou BARRY, Mle 96 514 J, Economiste, Directeur général de la promotion de l'entreprise, est nommé cumulativement Responsable du Programme secteur privé ;
 - Monsieur Nazaire PARE, Mle 506 289 E, Economiste, Directeur général du commerce extérieur, est nommé cumulativement Responsable du Programme commerce ;
 - Monsieur Fidèle ILBOUDO, Mle 111 312 Y, Conseiller des affaires économiques, Directeur général des études et des statistiques sectorielles, est nommé cumulativement Responsable du Programme pilotage et soutien ;
 - Monsieur Brama DAO, Mle 230 010 X, Attaché en études et

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

analyses, 1er grade, 2ème échelon, est nommé Directeur du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
 - Monsieur Siébou SOU, Mle 119 824 W, Conseiller des affaires économiques, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur de la formulation des politiques.
F. AU TITRE DU MINISTERE DE LA FEMME, DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE
 - Monsieur Lébinoua NIKIEMA, Mle 55 711 M, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Directeur des marchés publics.
G. AU TITRE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
 - Monsieur Bobar Félix KAMBIRE, Mle 109 270 T, Communicateur, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Coordonnateur du Service d'information du Gouvernement (SIG) ;
 - Monsieur Sidzabda Emmanuel YAMEOGO, Mle 84 859 Z, Professeur certifié des lycées et

collèges, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Chef de département Rédaction et rapports du SIG ;
 - Monsieur Boukaré KABORE, Mle 117 367 R, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Chef de département Données et Web diffusion du SIG ;
 - Madame Noëlle Octavie NEYA/OUEDRAOGO Mle 117 386 P, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication, 1ère classe, 3ème échelon, est nommée Chef de département production et communication du SIG ;
 - Monsieur Paul NAGALO, Mle 257 342 X, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication, 1ère classe, 1er échelon, est nommé Chef de département Communication internationale du SIG ;
 - Monsieur Issa TRAORE, Mle 59 912 G, Inspecteur du trésor, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé

Directeur de l'administration et des finances de la Radiodiffusion télévision du Burkina (RTB).

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Le Conseil a procédé à des nominations et à des renouvellements de mandat au titre de membres de Conseil d'administration des Etablissements publics et des Sociétés d'Etat. La liste de ces nominations sera publiée dans le Journal Officiel du Faso.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement,

**Rémis Fulgance DANDJINOU
Officier de l'ordre national**

Brèves

Sénégal: le PDS prépare le retour d'Abdoulaye Wade

Au Sénégal, l'ambiance est tranquille après les célébrations qui ont marqué la fin du ramadan. La capitale est particulièrement calme, presque vide cette semaine. Mais une information provoque de vifs débats dès qu'elle est évoquée: c'est le probable, possible retour de l'ex-président Abdoulaye Wade au pays. Tête de liste pour les législatives de juillet 2017, son parti affirme qu'il va participer à la campagne électorale.

Génocide au Rwanda: l'association Sherpa porte plainte contre BNP Paribas

Une plainte vient d'être déposée en France liée au génocide rwandais. La banque BNP Paribas est accusée de «complicité de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité» pour avoir financé l'achat d'armes utilisées par le pouvoir génocidaire, jusqu'à juin 1994. Une plainte déposée par l'association anticorruption Sherpa et deux groupes de défense des victimes.

Crash Air Algérie: la compagnie espagnole Swiftair inculpée en France

Ce crash d'avion avait fait 116 personnes victimes en 2014.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Plan d'occupation des sols de bobo-dioulasso bientôt approuvé par le conseil municipal

Région du Centre



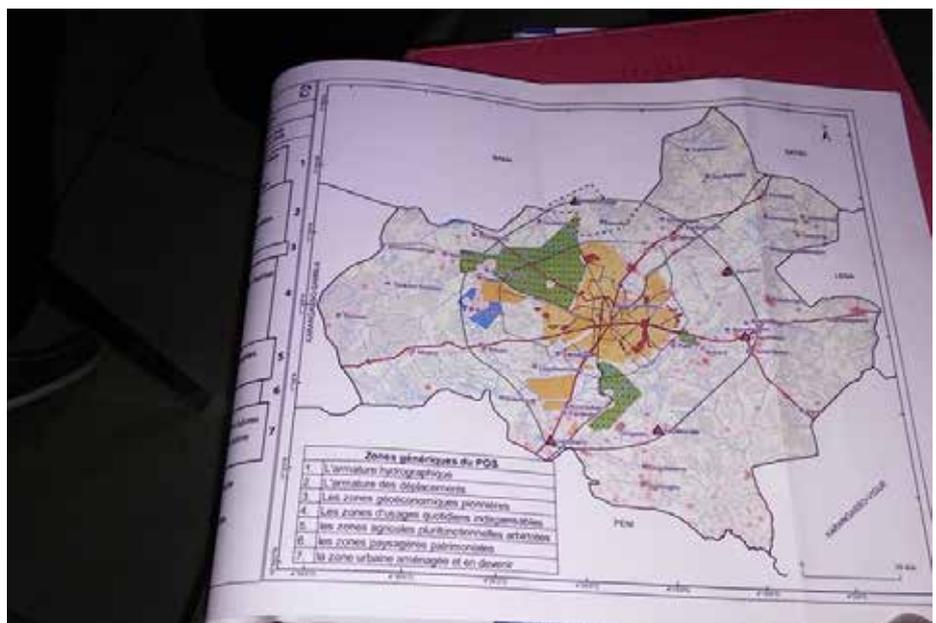
Une mission de la direction générale de l'urbanisme de la viabilisation et de la topographie séjourne actuellement à Bobo-Dioulasso.

Une mission de la direction générale de l'urbanisme de la viabilisation et de la topographie séjourne actuellement à Bobo-Dioulasso.

Conduite par le Directeur Général M Siko Yacouba accompagné du directeur de la planification et de la recherche urbaine M Souleymane Hamed Ouattara, du directeur de la Topographie et des travaux fonciers M Joany Ouedraogo, les conseillers municipaux de Bobo doivent se pencher sur le plan d'occupation des sols de la ville de Sya.

Prévu pour être approuvé aujourd'hui, c'est finalement demain jeudi 29 juin que le POS de Bobo sera examiné par les conseillers.

Le POS sera présenté par M Leandre



Guigma de l'agence Perspective. Le POS a pour objet de déterminer l'affectation dominante des sols par zone selon les diverses catégories citées en précisant l'usage principal qui peut être fait et s'il y a lieu la

nature des activités qui peuvent y être interdites ou soumises à des conditions particulières.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Avant projet de loi portant orientation du secteur du livre et de la lecture publique au Burkina

Région du Centre

Adopté en Conseil des Ministres ce jour 28 juin 2017, l'Avant projet de loi portant orientation du secteur du livre et de la lecture publique au Burkina Faso vise un développement de l'économie du livre à travers une structuration et une organisation des acteurs, le développement de l'ensemble de la chaîne des valeurs du livre, le renforcement de la lecture publique et l'encrage du dépôt légal.



MINISTRE DE CULTURE ET TOURISME

Il comporte sept chapitres et 20 articles traitant entre autres du cadre de l'activité nationale, de l'édition et de ses différents métiers, le développement du livre, les formes de soutiens de l'Etat, l'encadrement des acteurs du livre, le contrôle des publications, la protection du droit d'auteur et le respect du dépôt légal. Suite à l'adoption dudit projet Conseil des ministres, il sera transmis à l'Assemblée nationale. Toutefois son entrée en vigueur au cas il sera adopté par cette instance devra être soutenu par :

- une implication effective des ministères concernés en matière d'organisation d'encadrement, de suivi, et de contrôle des acteurs du secteur du livre et de la lecture publique ;
- une étroite collaboration entre acteurs étatiques et

non étatiques du secteur du livre et de la lecture publique. Cette synergie d'actions devrait permettre de faciliter le développement et la promotion du livre au Burkina Faso. L'Avant projet intervient dans un contexte culturel national et international favorable au développement culturel et artistique. En effet, au plan international, il est en conformité avec l'Accord de Florence auquel le Burkina Faso a adhéré en 1965 et dont le préambule souligne le caractère spécifique du livre et son importance en tant que facteur de paix, de progrès intellectuel et de diffusion de formes d'expression des civilisations. Il est aussi en phase avec l'esprit et la lettre du protocole

de Nairobi qui complète l'accord de Florence en l'adaptant aux nouveaux canaux de transmission et de diffusion du savoir. Au plan national, l'avant projet est en phase avec le PNDES, le référentiel de développement du Burkina Faso qui a identifié la culture comme un secteur porteur de croissance et de développement et qui oriente les actions en matière de culture sur le développement de l'entrepreneuriat culturel et artistique et de l'économie de la culture.

DCPM

ANNONCE

Sciences-Campus
Centre d'Examen Européen

ed English Discoveries

Une solution complète d'apprentissage de l'anglais en ligne

Coût : 40 000 FCFA

Durée de la licence : 1 an



www.sciences-campus.org

Efficace, Flexible et Interactive, English Discoveries vous offre

- ✓ Un apprentissage interactif
- ✓ Une interface de suivi des apprenants
- ✓ Des supports pédagogiques
- ✓ Des évaluations et des certificats

Ouagadougou
Au Centre d'Examen Européen
Ouaga 2000 Face à la Station Total Ambassade
Tel: +22672 07 20 20 / 66200026
Email : contact@ebs-edu.fr

Bobo-Dioulasso
A l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies
ISC-Bobo au Centre Ville sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo
à l'Immeuble Sanga Madi
Tel: +22672 07 09 09 / 72 07 04 04
Email : isc@iscmail.org

JOBS CAMPUS

Avis de recrutement

Poste: Assistant(e) de direction ou assistant(e) de gestion en milieu associatif

Description

NOTRE ASSOCIATION

Fondée en 1997, la Plate-Forme pour le Commerce Equitable (PFCE) représente et fédère les principaux acteurs du commerce équitable en France. Instance de concertation et de mobilisation, la PFCE rassemble plus d'une trentaine d'entreprises et d'associations d'envergure nationale engagées dans le secteur : labels de commerce équitable, fabricants, importateurs, distributeurs, ONGs, mouvements d'éducation populaire, etc. Par leurs réseaux respectifs, les membres de la PFCE représentent ainsi plus de 1 000 structures dans toute la France.

Principal collectif français du secteur, la PFCE rassemble les acteurs majeurs du commerce équitable de notre pays pour promouvoir, défendre et développer le commerce équitable aussi bien auprès des citoyens et des consommateurs qu'auprès des organisations (entreprises, collectivités, associations, etc.) et des pouvoirs publics (administrations, institutions, etc.).

Sous la direction de sa déléguée générale, le secrétariat exécutif de la PFCE se compose de 6 salariés, 2 service civique et 2 stagiaires.

VOS

MISSIONS

Sous la direction de la déléguée générale de l'association et au sein d'une équipe de 6 chargés de mission, vos missions principales seront les suivantes :

1/Appui à la vie associative de l'association

Appui à l'organisation des conseils d'administration et assemblées générales de l'association

Appui à l'organisation d'événements d'envergure (universités d'été, 20 ans, conférences de la quinzaine etc.).

Communication interne

Mise à jour des documents associatifs (membres, CA, déclaration en préfecture, etc.)

Contacts et réponses aux sollicitations des organisations membres de la PFCE

2/Appui à la gestion administrative et financière

Secrétariat classique

Facturation des cotisations aux adhérents de l'association

Appui RH à la déléguée générale et suivi administratif des dossiers du personnel et organiser la logistique des recrutements et des formations

Etablissement des commandes de matériel, de fournitures, de consommables et vérification de la conformité des livraisons

Paiement des factures et classement des pièces comptables, relation avec le cabinet d'expertise comptable de l'association

Gestions de la paie et contacts avec les organismes sociaux divers (en lien avec l'expert comptable)

3/Appui à la direction et à l'équipe salariée

Accueil et filtrage téléphonique

Préparation de réunions et déplacements, organisez de rendez-vous avec les partenaires, réalisation de comptes rendus

Suivi des contrats et paiements de prestataires

Participation à des salons

Ville Nogent-sur-Marne / Paris

Expériences / Formation du candidat

PROFIL DU CANDIDAT :

Une bonne connaissance ou une expérience dans le secteur associatif serait un plus.

Diplôme de niveau Bac+2 (BTS, DUT,...) en assistantat de direction ou assistantat de gestion.

Qualité du candidat

Qualités et compétences requises :

Bonne maîtrise des outils bureautiques (traitement de texte, tableur, etc.)

Rigueur et flexibilité

Bon relationnel

D y n a m i s m e

A u t o n o m i e

F a c i l i t a t e u r - t r i c e

Fonctions Assistance,

La suite à la page 16

JOBS CAMPUS

La suite de la page 15

Secrétariat,	Traduction	Salaire / Indemnité	
Activités	A u t r e	Rémunération : selon la grille salariale en vigueur au sein de la PFCE + Tickets restaurants d'une valeur de 8€ + Mutuelle payée à 70% + Remboursement de la carte Navigo à 50%	motivation) au plus tard le 3 juillet 2017 à Marie DU PASSAGE : dupassage@commercequitable.org
Pays	Europe, France		Email de la personne contact dupassage@commercequitable.org
Contrat	C D D		Date de fin de validité 03/07/2017
Durée du contrat			
Poste en CDD de 9 mois (avec possibilité de recrutement en CDI)		Documents à envoyer	
		CV et lettre de motivation	
Temps partiel : ½ temps		Nom de la personne contact	
Début de contrat prévu : septembre 2017 (avec un tuilage idéalement en juillet)		Candidature : Adressez votre candidature (CV + lettre de	



Avis de recrutement

Poste: L'IRAM recrute « un(e) chargé(e) de programme confirmé(e) au sein de l'équipe Formation et Insertion socio-professionnelle »

Description

Vous aurez pour contributions:

la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'accompagnement technique et méthodologique dans le cadre de projets de formation et d'insertion des jeunes;

la réalisation d'études (diagnostics, faisabilités, programmation, évaluations ex-post) ;

l'organisation d'appuis et de formations à destination des acteurs publics ou professionnels impliqués

dans les projets de formation professionnelle et d'insertion socio-économique des jeunes ;

les activités de veille scientifique et de capitalisation.

Ces missions seront à réaliser en collaboration avec les membres de l'équipe Formation et Insertion socio-Professionnelle et plus largement avec les autres pôles d'activités de l'IRAM (décentralisation-développement local, politiques publiques, filières agricoles, organisations paysannes).

Expériences / Formation du candidat

Expérience d'au moins 10 ans dans le domaine de la formation professionnelle et/ou d'accompagnement à l'insertion socio-économique

des jeunes dans le cadre de la coopération internationale dont au minimum 5 ans de terrain dans ces domaines dans la conception/mise en œuvre d'actions de développement au Sud. La connaissance des problématiques en Afrique subsaharienne anglophone et/ou en Asie du Sud Est serait un plus.

Expériences attestées (missions courtes ou longues) en accompagnement, renforcement de capacités et / ou appuis institutionnels auprès des acteurs impliqués dans la formation et l'insertion socio-économique des jeunes (ministères de la formation professionnelle et/ou de l'emploi, services techniques, collectivités territoriales, centres de formation, organisations professionnelles, jeunes,

La suite à la page 17

JOBS CAMPUS

La suite de la page 16

organisations de la société civile, entreprises, etc.).

Bonne connaissance : des problématiques de la formation professionnelle, de l'insertion socio-économique et/ou de l'emploi des jeunes dans les pays en développement, en zones rurales et/ou urbaines ; des réformes passées et en cours, dans des contextes institutionnels différents, en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle, des politiques et stratégies en matière d'emploi (en particulier à destination des jeunes), des dispositifs de formation publics et privés adaptés à différents contextes.

Diplôme universitaire (Bac +5) dans un des domaines suivants: sciences sociales et/ou économiques, sciences de l'éducation et de la formation.

Langues parlées

Parfaite connaissance de la langue française et pratique professionnelle de la langue anglaise ;

Qualité du candidat

Capacité de planification, d'organisation et de gestion;

Solide compétence d'analyse et de synthèse;

Goût pour l'accompagnement des acteurs locaux, la participation et le dialogue. Sens de la diplomatie et de la recherche de compromis, autonomie et dynamisme, curiosité;

Des qualités personnelles incluant un goût prononcé pour le travail d'équipe, une grande capacité d'écoute et de dialogue, couplée à une approche méthodique et rigoureuse;

Bonne capacité de rédaction (rapports d'études et de suivi, synthèses, capitalisation et outils). Maîtrise outils informatique (outils Windows) ;

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche

Activités Animation, Formation, Education

Pays Europe, France

Contrat C D I

Durée du contrat

Contrat proposé : durée

indéterminée après période d'essai avec missions fréquentes à l'étranger (Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est, Maghreb, Asie du Sud-Est).

Salaire / Indemnité

Selon grille IRAM.

Documents à envoyer

CV et Lettre de motivation

Nom de la personne contact

M. Goldstein Gilles

Email de la personne contact profil1@iram-fr.org

Postuler en ligne <https://www.iram-fr.org/index.php?numpage=254&numfamille=6&lg=fr&spec=contact&emploi=3447>

Date de fin de validité 16/07/2017



Avis de recrutement

Poste: Gret cherche pour Représentant Pays au Myanmar

Fondé en 1976, le Gret est une association française sans but lucratif de professionnels pour

un développement équitable. Il soutient le développement économique et social durable avec une approche basée sur le partenariat et la recherche-action. Actif dans 28 pays en

2017, le Gret a 12 bureaux permanents en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Gret combine les rôles de praticien de projet ou co-praticien, expert, contributeur

La suite à la page 18

JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

à l'ordre public et producteur / distributeur de références de développement. Gret Head Quarter (HQ) est basée en France.

Le contexte

Depuis 1995, le Gret travaille au Myanmar dans les domaines du développement agricole, de la microfinance, la gestion des ressources naturelles et de l'eau et les activités d'assainissement dans l'Etat Chin Rakhine Etat, Région Sagaing (zone sèche), région de Mandalay et de la région Ayeyarwady (Delta). Une représentation (Rep) bureau est établi à Yangon pour fournir des services transversaux aux projets, de superviser les actions et de travailler dans les relations avec les donateurs, les autorités et les partenaires. Gret Représentant Pays travaillera sous la supervision directe d'administration à l'administration centrale et en collaboration étroite avec le Gret Représentant adjoint du pays.

Résumé de l'emploi

GRET recherche un représentant de pays pour promouvoir le succès des programmes GRET Myanmar et le développement du personnel.

Objectifs de l'emploi

Sous la supervision directe d'administration à l'administration centrale et en collaboration avec le Myanmar Gret Représentant adjoint, représentant national est la personne responsable de: actions de représentation

envers les donateurs, assurer les partenaires et le gouvernement

Le renforcement de l'intervention de Gret dans le pays par le développement d'une contribution d'écriture du projet de vision stratégique et le développement de projets, partenariats ...

Gestion des ressources humaines administrative de tous les employés Gret contracté au Myanmar en ligne avec la politique des ressources humaines Gret

Suite à la mise en œuvre opérationnelle des projets et de la coordination entre les

Superviser la gestion financière et comptable des activités du Myanmar Gret

Faire le lien avec l'équipe de HQ

fonctions détaillées

Le représentant de pays est directement responsable de la direction générale et de la gestion de l'équipe de représentation et la supervision générale des opérations sur le terrain.

actions de représentation envers les donateurs, assurer les partenaires et le gouvernement

Le renforcement de l'intervention de Gret dans le pays

Gestion des ressources humaines

Faciliter et après la mise en œuvre opérationnelle des projets et de la coordination entre les

Superviser la gestion financière et comptable des activités du Myanmar Gret

Faire le lien avec le Siège et les autres pays de représentation

Éducation / Expérience préférée

Master de domaine concerné

Un minimum d'expérience de 5 ans en coordination et / ou des postes de direction compétences requises

Pour effectuer cette tâche avec succès, une personne doit être en mesure d'effectuer chaque tâche essentielle de manière satisfaisante. Les exigences énumérées ci-dessous sont représentatives des connaissances, des compétences et / ou la capacité requise.

Possède de solides compétences organisationnelles ;

Possède de solides compétences en communication écrite et verbale;

La compréhension et l'expérience en coordination;

Expérience de la gestion des ressources humaines, politiques et procédures de gestion financière et administration;

Aptitude à être flexible et adaptable;

Capacité de coordonner les activités et établir des relations de travail avec d'autres équipes;

Connaissance des systèmes

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

informatiques et des applications telles que Word, Excel, Power Point et Outlook;

Bonne équipe de travail et capable de vivre et de travailler en étroite collaboration avec une équipe;

Ville Y a n g o n

Fonctions

Encadrement, Direction

Activités A u t r e

Pays Asie, Myanmar

Contrat C D D

Durée du contrat

contrat Fix terme (2 ans)

Documents à envoyer

Les demandes écrites (CV et lettre de motivation) doivent être soumises au bureau GRET HQ par courrier électronique à accueil@gret.org avant le

15 e Juillet 2017 . Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

Date de fin de validité 15/07/2017



Avis de recrutement

Poste: Soutien au développement d'outils de promotion

Description

Créée en 1952, l'association Initiatives et Changement France fait partie de l'ONG Initiatives et Changement International, présente dans 60 pays et fédérant 44 associations nationales.

I&C France a pour mission de développer l'engagement citoyen pour favoriser un meilleur vivre ensemble et renforcer la cohésion sociale.

Ainsi, nous créons et animons des espaces de rencontre et d'engagement pour des personnes de toutes convictions, origines, générations et familles de pensée.

Ces espaces de rencontre peuvent prendre la forme de conférences, formations,

ateliers, groupes de parole, séminaires, forums, facilitation de communication et de rencontres, en grande partie dans des zones de tensions.

L'association Initiatives et Changement recherche 1 volontaire en service civique en appui à la mission de communication générale de l'association, en lien avec la Déléguée Générale et la référente communication de l'association,

– **Participer à l'élaboration du plan de promotion**

– **Participer à développer des outils de promotion pour mobiliser et faire connaître les actions,**

– **Aider à la gestion du site internet: rédaction, publication en ligne et animation du site**

– **Apporter une dynamique sur les réseaux sociaux,**

– **Participer à l'organisation d'événements publics organisés par l'association.**

– **Participer à l'information des réseaux de partenaires sur les actions de l'association et au développement de nouveaux partenariats.**

Ville Issy-les-Moulineaux

Fonctions A u t r e , Communication, Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche

Activités A n i m a t i o n , Formation, Education, Autre, Droit, Social

Pays Europe, France

Contrat V o l o n t a r i a t / service civique

Durée du contrat

1 an

Salaire / Indemnité

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

Indemnités légales d'un service civique, prise en charge de 50% des transports en commun

Documents à envoyer

CV + lettre de motivation

Nom de la personne contact

Claire Tamano

Email de la personne contact **rh@ic-fr.org**

Date de fin de validité **13/07/2017**



Avis de recrutement

Poste: Administratif et Financier **Responsable H/F - F3E**

Description

Le F3E se positionne comme le réseau apprenant des acteurs français de la solidarité et de coopération internationales dédié à l'amélioration des pratiques en matière d'apprentissage, d'innovation, de qualité et d'impact de leurs actions.

Le F3E est composé de 85 membres : ONG, collectivités territoriales françaises, fondations.

Le F3E organise ses activités en 3 pôles, « Apprentissage », « Animation », « Développement ».

Le F3E recrute, dans le cadre d'un remplacement de congé parental, un-e « Responsable Administratif et Financier » pour un CDD de 7 mois

LE POSTE

Au sein d'une équipe de 12 salariés, en étroite collaboration avec le Directeur, et avec l'appui

de la chargée de gestion, vos assurerez les missions suivantes :

1/ Vous apportez un appui au directeur dans la gestion générale de la structure ; vous serez également conduit-e à intervenir auprès du conseil d'administration du F3E.

2/ Vous êtes garant de la politique et de la gestion financière de la structure :

- Elaboration, suivi et reporting des budgets (1,5 million € annuel), ; gestion des dossiers de subventions (administratif/ budget, rapport financier, audit) en lien avec les bailleurs ; réflexion/évolution du modèle économique du F3E ; recherche de nouveaux financements...

- Etablissement et suivi des prévisions de trésorerie ; contrôle, règlement des notes de frais et factures fournisseurs ; suivi des opérations de facturation clients ; contrôle des encaissements et retard de paiement ; supervision de la comptabilité générale/analytique et

des états comptables en lien avec le prestataire ;

- Organisation de la clôture des comptes annuels, gestion de la relation avec le CAC

- Gestion des comptes et services bancaires ; gestion des placements financiers ; assurer les relations et besoins courants auprès la banque

3/ Vous assurez un support aux opérationnels sur les dimensions financières des projets / programmes

4/ Vous êtes en charge de la politique et la gestion des ressources humaines

- gestion administrative de la paie en lien avec le prestataire ; gestion des congés ; recrutement ; plan de formation ; dialogue social, politique RH à développer...

5/ Vous assurez la gestion administrative générale :

- Définition/mise en place procédure de gestion et administrative,

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

validation des contrats/
conventions, relations sous-
traitants services généraux...

Ville P a r i s

Expériences /
Formation du candidat

Formation et expérience

De formation supérieure, vous possédez une expérience professionnelle d'au moins 8 ans, acquise sur un poste à responsabilité avec de fortes dimensions « finances » et une pratique des ressources humaines ;

Vous avez pratiqué les spécificités budgétaires du milieu associatif / ONG (nature des interlocuteurs, des règles budgétaires, connaissance des règles des bailleurs publics...) ;

Vous justifiez d'une réelle maîtrise de la comptabilité, de l'exercice de clôture des comptes, de l'analyse financière,

Vous faites état de solides connaissances en gestion des Ressources Humaines

Vous avez une parfaite

maîtrise des outils informatiques classiques (Word, Excel, Power Point)

Vous avez une maîtrise de l'anglais professionnel.

Qualités et savoir être

Fort/e d'une bonne autonomie, vous souhaitez vous développer professionnellement dans cette logique métier (RAF)

Vous avez une réelle appétence pour la posture d'appui / conseil.

Vous avez une motivation pour les questions de solidarité et de coopération internationales.

Fonctions Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche, Organisation, Administration

Activités Animation, Formation, Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines

Pays Europe, France

Contrat C D D

Salaire / Indemnité

Poste basé à Paris, statut cadre, temps plein

Contrat à Durée Déterminée de 7 mois minimum, temps partiel 4/5 possible

Salaire : selon grille entre 38 et 40 k€ bruts annuels

Avantages : tickets restaurant 60%, frais de transport 50%, complémentaire santé 75%, RTT

A pourvoir en septembre 2017

Postuler en ligne
<http://orientationdurable.com/responsable-administratif-financier/>

Date de fin de validité 31/07/2017



Avis de recrutement

Poste: ASSISTANT
PARRAINAGE H/F

Description

Créé en 1991, le Secours Islamique France (SIF) est une organisation non

gouvernementale (ONG) internationale de secours d'urgence et de développement. Le SIF agit dans une stricte neutralité, sans distinction d'origine, de genre ni de religion et se consacre à atténuer les souffrances des populations les

plus démunies dans le monde.

Le Secours Islamique France recherche un (e) Assistant(e) Parrainage pour ses bureaux de Massy (91).

Sous la responsabilité

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

du Superviseur Dons sur Engagements, vous avez pour mission de traiter les dossiers des orphelins, en français et anglais et de répondre aux besoins et demandes des parrains d'orphelins.

Vous aurez les principales missions suivantes :

Traitement et enregistrement des demandes et arrêts de parrainage,

Relecture, traduction, mise en forme puis envoi des dossiers de parrainage, des rapports annuels, des correspondances particulières etc.

Traitement des demandes parrains (téléphone, courrier et email),

Suivi reporting Excel (cadeaux orphelins, rapports...).

La liste des tâches n'est ni exhaustive, ni limitative et est évolutive.

Ville M a s s y
Expériences /

Formation du candidat

De formation supérieure (BAC + 2), vous avez une expérience significative en gestion administrative/traduction.

Vous maîtrisez l'anglais, l'orthographe le pack Office et êtes à l'aise en rédaction.

Vous avez un bon relationnel et une bonne capacité d'adaptation.

Langues parlées

Anglais / Français

Qualité du candidat

De formation supérieure (BAC + 2), vous avez une expérience significative en gestion administrative/traduction.

Vous maîtrisez l'anglais, l'orthographe le pack Office et êtes à l'aise en rédaction.

Vous avez un bon relationnel et une bonne capacité d'adaptation.

Fonctions A u t r e

Activités A u t r e

Pays Europe, France

Contrat C D D

Durée du contrat

CDD remplacement de 6 mois

Salaire / Indemnité

Rémunération selon profil. Titres restaurant, transport en commun (50%) pris en charge.

Documents à envoyer

Merci d'envoyer votre candidature (CV + LM) par mail en précisant en objet l'intitulé du poste à l'adresse suivante : recrutement@secours-islamique.org.

Email de la personne contact recrutement@secours-islamique.org

Date de fin de validité 31/07/2017



Avis de recrutement

Poste: Grant Officer H/F – LYON

Description

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où

chacun peut « vivre debout.

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, sans affiliation politique ou confessionnelle, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des

personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Présente dans plus de 55

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)

La Direction d'Action du Développement (DAD)

CONTEXTE : La DAH met en œuvre des activités au service des populations vulnérables, des populations réfugiées, déplacées et sinistrées, des personnes victimes de blessures et des populations exposées au danger des armes, munitions et engins explosifs.

OBJECTIFS DU POSTE : Au sein de la DAH, vous appuyez l'équipe du Desk « Humanitarian Mine Action » dans le montage des propositions de projet et des rapports dus au bailleurs de fonds en garantissant le respect des guidelines, des échéances et la qualité des documents en lien avec les équipes terrain ainsi que dans le traitement de dossiers opérationnels transversaux dans le respect des moyens et des cadres impartis

Vous appuyez les programmes dans la préparation des propositions d'intervention (proposals et avenants)

Sous la responsabilité du responsable du Desk, et au sein d'une équipe composée d'un adjoint, d'une Business Manager, 2 chargées de projet, 2 contrôleurs de gestion et d'un référent logistique, vos responsabilités sont les suivantes:

Garantir le respect des trames et guidelines bailleurs et propose des trames et guidelines internes

Garantir le respect du planning interne et des deadlines (retro planning)

Consolider les apports opérationnels, techniques, administratifs et financiers en lien avec les équipes programme, l'équipe Desk, les domaines techniques et les services support, et veille au contrôle qualité des documents

Mettre en ligne les propositions d'intervention quand nécessaire

Vous appuyez les programmes dans la préparation des rapports bailleurs (rapports intermédiaires et finaux)

Garantir le respect des trames et guidelines bailleurs et propose des trames et guidelines internes

Assurer le suivi des échéances de reporting, en lien avec les programmes

Consolider les apports opérationnels, techniques, administratifs et financiers en lien avec les équipes terrain et l'équipe Desk et veille au contrôle qualité des documents

Mettre en ligne les rapports quand nécessaire

Communication : Vous apportez un support aux programmes et au desk dans l'élaboration d'outils de communication externes et internes

Ville L Y O N

Expériences / Formation du candidat

Vous avez première expérience de travail au sein d'une ONG internationale humanitaire / développement

Vous connaissez les règles bailleurs et maîtrisez le cycle de projet

Vous avez idéalement une connaissance du secteur Mine Action

Vous avez de très bonnes capacités rédactionnelles et un esprit de synthèse

Langues parlées

Vous parlez couramment anglais

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités A u t r e

Pays Europe, France

Contrat C D D

Durée du contrat

6 mois: CDD à partir du 17 juillet 2017 jusqu'au 15 janvier 2018

Salaire / Indemnité

Tickets Restaurant, Mutuelle

39 heures hebdomadaires avec 22.5 jours de RTT à prendre annuellement

Documents à envoyer

POSTULER : Uniquement en ligne en joignant CV et Lettre de motivation via le lien ci dessous

Postuler en ligne
https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=2163&idpartenaire=130

Date de fin de validité 05/07/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Protection de l'enfance et PSS Agent de projet JPO
Description

Nous sommes à la recherche de notre délégation au Soudan du Sud pour une

Protection de l'enfance et PSS Agent de projet JPO

Situation et conditions de travail: Juba - Sud - Soudan

Taux d'activité: 100%

Date de début du poste: 15.07.2017

Durée: 6 mois

Date limite: Terre des hommes ne fixe pas de date de clôture pour ce poste; le recrutement est en cours jusqu'à ce que le poste soit comblé.

Conditions

postes d'agent de programme junior contrat salarié suisse 2'200 CHF (~ 1'900 €) <> 2'400 CHF (2'100 €) nets / mois x 13 fois (+ candidat Retenue AVS pour la Suisse). Poste vacant: 25 jours / an, l'assurance maladie, accidents et assurance rapatriement médical, lieu, vol retour.

About Terre des hommes:

Fondation Terre des hommes (Tdh) est la principale ONG suisse axée sur les droits de l'enfant. Il est actif dans plus de 30 pays avec des projets de développement et d'urgence. Tdh concentre son action sur les deux domaines d'intervention suivants: la santé et la protection des enfants particulièrement vulnérables. outils de gestion

et de communication modernes assurent la qualité des projets de Tdh. La Fondation vise constamment à améliorer ses services.

Le contexte:

Juba est devenu le plus récent capitale nationale mondiale le 9 Juillet 2011, lorsque le Soudan du Sud a officiellement déclaré son indépendance de la République du Soudan. En Décembre 2013, un conflit a éclaté entre le président (Salva Kiir) et ancien vice-président (Riek Machar). De nombreuses trêves ont été médiatisées entre la SPLA (Armée populaire de libération du Soudan) et SPLA- IO (en opposition), mais ont ensuite été rompues.

En Août 2015, ramener le accord de la résolution du conflit au Sud-Soudan a été signé entre les parties en conflit, pourtant la violence n'a jamais cessé dans le pays et la route métaphorique vers une paix réelle semble encore très difficile.

En Novembre 2016, suite à des déplacements massifs de population et début du conflit en Equatoria, Tdh a lancé une évaluation Yei afin de déterminer les besoins humanitaires immédiats de la population touchée. Tdh a ouvert une nouvelle base à Yei et a commencé les premières activités 2017.

déplacement passé en raison du conflit a donné lieu à un afflux de personnes déplacées dans la protection des civils sites et les sites de déplacés à Juba où

Tdh a commencé son activité de protection en Octobre 2014. Il y a 28,526 personnes déplacées vivant dans les trois Maison des Nations Unies PoC à Juba, alors que Maison des Nations Unies PoC3 accueille la plus grande population avec 20,154 personnes (source: OIM 2015). La moitié d'entre eux sont des enfants de moins de 18 ans. Les deux POC 1 et 3 ont augmenté la taille des populations en raison du dernier conflit, à partir Juillet 8. Tdh soutient CSA et les activités CBPSS dans POC3 et, dans POC 1, Tdh a déployé 4 animateurs PSS à établir des liens avec l'école et mettre en œuvre des activités CBPSS.

Cette situation met la pression aux existants débordés ressources et installations, plus la frustration pétillante au sein de la population déplacée, ainsi qu'une augmentation des tensions entre eux et les communautés d'accueil voisines. La crise économique actuelle, les moyens d'existence précaire signifie des personnes déplacées, la charge émotionnelle et psychologique du déplacement et les incertitudes quant à l'avenir, sont fortement affecter la vie de milliers de personnes déplacées, parmi lesquels les plus souffrent les enfants et les femmes.

Pour plus d'informations sur **nos projets au Soudan du Sud:** <https://www.tdh.ch/en/our-interventions/south-sudan>

Principales responsabilités :

L'équipe de gestion et gestion des ressources humaines

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

Identifier, recruter, former et gérer le personnel du programme;

Participer à assurer un environnement de travail positif et une bonne dynamique de l'équipe (résoudre les conflits potentiels), des réunions de coordination de l'appui et suivre le personnel sous son / sa responsabilité directe sur une base régulière;

Créer les conditions d'un bon flux d'informations opérationnelles (échanges verbaux, courriels, rapports, sitreps „ etc.);

Participer aux réunions de coordination de la délégation;

Développer son / ses autonomie et encourager la collaboration de ses subordonnés.

Gestion de projet

Développer, mettre en œuvre et monitorer le projet de protection des enfants et PSS, conformément aux multiples objectifs, les activités et les objectifs énoncés dans les propositions des donateurs actuels et conformément aux budgets des projets;

Veiller à ce que les activités soient correctement contrôlées et évaluées;

Suivi de la protection de l'enfance et de la situation PSS au Soudan du Sud, en particulier dans Equatoria, et l'impact des activités et proposer des ajustements de la stratégie du projet en cas de besoin;

Identifier les besoins de soutien logistique et d'administration liés au projet

de CP et de communiquer à la personne de soutien journal / admin concerné (s);

Prévisions et le suivi des dépenses liées au projet;

Participer à des exercices de révision du budget et de se préparer lorsque les demandes d'achat en temps opportun pertinentes en fonction des besoins du projet;

Préparer les demandes d'achat en temps opportun, conformément aux besoins du projet;

Soutenir les actions requises par l'administration liés à la gestion et à la supervision de l'équipe de protection;

Identifier les besoins de soutien logistique et d'administration liés au projet et les communiquer au soutien journal / admin personne concerné (s).

Stratégie du projet, les rapports et la planification

Assurer les donateurs et les rapports internes;

Flux d'informations aux collègues Tdh pertinents;

Participer à l'élaboration de stratégies et objectifs d'améliorer le soutien aux bénéficiaires et de contribuer activement à son suivi, l'évaluation et la révision;

Participer aux évaluations de CP et PSS dans sa zone géographique d'intervention ou à l'extérieur;

Participer à l'examen de la stratégie pour le Soudan du Sud.

Coordination et représentation

Travailler en étroite collaboration et concertation avec les structures gouvernementales disponibles, les acteurs non gouvernementaux, système de cluster;

Coordonner avec les autres ministères (programme et soutien) au besoin;

Augmenter la visibilité Tdh en termes de CP et PSS au Soudan du Sud;

Participer à toutes les réunions pertinentes.

V a l e u r s :

Dans son / ses activités professionnelles, adhérer aux valeurs définies dans le plan stratégique: l'engagement, l'expertise, l'intégrité et de l'autonomie;

Travailler dans les différents milieux de la sécurité et culturelles et dans des situations difficiles, face à la confrontation en raison des différences (interculturelle).

Abus politique de prévention - Politique de protection des enfants (RPC) - Gestion des risques opérationnels

Engager à assurer la meilleure application possible de la politique de protection des enfants (RPC) et de la gestion des risques opérationnels dans son / sa zone d'intervention et au sein des équipes de projet (dans le cas d'un problème identifié, communiquez avec le chef de la délégation pour le signaler);

Aider à la mise en œuvre des ressources pour la promotion de la sensibilisation et la

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

surveillance nécessaires à sa / ses collègues locaux à adhérer à la politique de protection des enfants (RPC) et de la gestion des risques opérationnels;

Participer à des cas de protection de suivi, des allégations ou des éventuelles violations / potentielles de la politique de protection des enfants sous la supervision du chef de la délégation;

En collaboration avec le chef de délégation, d'analyser la situation de sécurité dans son / sa région et informer la direction de la ligne;

Contribuer à la mise à jour du plan de sécurité sur son / sa région (s) d'intervention;

Assurez-vous que les membres du personnel dans sa région (s) sont en fait suite à des procédures de sécurité.

Profil :

Bonne expérience de gestion de projet en cas d'urgence et / ou programmes de développement

Au moins 1 an d'expérience dans une position de position similaire sur le terrain et avec les réfugiés

Avoir une expertise reconnue / connaissance / expérience en matière de protection et PSS

Bonne connaissance et de l'expérience dans la logistique, administration et finances

une connaissance approfondie de la réponse humanitaire internationale et de développement

Excellent anglais écrit et parlé (français n'est pas nécessaire)

Compétences avancées informatiques

écriture excellente, les compétences de rapports et de la communication

Capacité à travailler dans un environnement interculturel et dans des endroits non sécurisés

La flexibilité

En réponse, motivé, bon communicateur

Capacité à travailler sous pression

Office Pack

Politique de protection des enfants:

Pour engager à respecter Tdh politiques de gestion des risques, y compris: la politique de protection des enfants, la sécurité et la politique et de lutte contre la fraude / Politique de sécurité corruption, Politique de dénonciation

Pour engager à assurer la meilleure application possible des politiques de gestion des risques Tdh

Pour engager à informer les superviseurs et de traiter tous les cas, les allégations ou possibilité de transgression, même potentiel, des politiques de gestion des risques Tdh

Nous offrons un travail passionnant et varié, utile et significative, dans une équipe qui veut faire une différence pour les enfants vulnérables.

Es tu intéressé? Voulez - vous faire face à ce défi?

P r o c é d u r e :

S'il vous plaît postuler sur notre site: www.tdh.ch/en/jobs Nous ne prendra en considération les demandes complètes en ligne correspondant au profil requis. Votre demande doit comprendre un CV complet et une lettre d'accompagnement. Si vous n'êtes pas sur la liste restreinte, votre dossier sera détruit par nous, selon les règles de protection des données.

Si vous faites face à des difficultés dans l'application en ligne, s'il vous plaît contacter notre service RH : rh@tdh.ch

Terre des hommes offre des conditions de travail égales pour les hommes et les femmes. En outre, pour les candidats ayant des qualifications équivalentes et pour les postes ayant des responsabilités, les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Les procédures de recrutement et de sélection de Terre des hommes sont le reflet de notre engagement pour la sécurité des enfants et de la protection.

Ville d'éj à

Fonctions Autre

Activités Droit, Social

Pays Afrique, Soudan du Sud

Contrat C D D

Postuler en ligne https://tdh.luceosolutions.com/recrute/fo_annonce_voir.id=870&idpartenaire=20002

Date de fin de validité 26 / 07 / 2017

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

24/06/2017 AU 01/07/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Kadiogo	25 31 87 88	Principale	25 37 54 15
Afiya	25 48 83 47	Kouma	25 38 57 42	Sahel	25 31 81 95
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Lallé	25 45 67 25	Sira	25 43 17 78
Bethania	25 31 31 41	Le Rocher	25 40 83 87	Somgandé	25 35 82 44
Choukouroula	25 40 93 76	Les Grâces	60 80 80 77	Sotisse	25 36 41 48
Circulaire Sède	25 38 44 91	Louis Pasteur	25 33 58 67	Unité	25 34 39 42
Diawara	25 30 61 68	Maignon	25 31 01 20	Vénégré	25 43 05 87
Espoir	25 31 54 12	Musée	25 36 68 41	Vidal	25 31 52 88
Gare	25 31 62 06	Natilgé	25 36 28 00	Vièl	25 45 98 25
Hippodrome	25 34 02 32	Nongui	25 40 84 88	Wend Kuuni	25 36 20 15
Hôpital	25 30 66 41	Ouédraogo	25 37 16 52	Wend Yam	25 48 30 47
Jean Paul II	25 41 81 5413	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
 Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
 ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
 SONABEL: 25 30 61 00
 Aéroport: 25 30 65 15
 Police secours: 25 30 71 00
 Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
 Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
 ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
 SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
 Aéroport: 20 97 00 70
 Burkina secours: 20 97 01 43
 Police secours: 17
 Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
 Burkina Faso
 Tél: + 226 76609721
 E-mail: redaction@sc-mail.info
 Site web:
 www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
 n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
 n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
 OTC
 Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
 Siaka GOW

Rédacteur en chef
 Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
 - Alfred Syé KAM
 - Aminata PORGO
 - Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
 Eliane BAYALA
 Aminata PORGO
 Bernard HIEN
 Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
 www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
 +226 72080505
 +22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
 +226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
 +226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO